



**PRÉFÈTE
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Affaire suivie par :
Sylvie MERCERON
service d'animation interministérielle des politiques publiques
/bureau de l'environnement
Chargée des dossiers environnementaux - ICPE
Tél. : 02.47.33.13.23
Courriel : sylvie.merceron@indre-et-loire.gouv.fr

Tours, le 21 DEC 2022

Monsieur,

Vous avez déposé un dossier de porter à connaissance le 6 décembre 2022 pour la construction et l'aménagement d'un hangar de stockage pour les céréales et le matériel de l'installation classée que vous exploitez au lieu-dit « La Gaudarderie », sur le territoire de la commune de MARRAY ;

Ce porter à connaissance modifie le tableau de l'article 1 de votre arrêté n° 20882 du 4 mars 2020 vous autorisant à poursuivre l'exploitation de l'élevage de volailles.

Ainsi, vous trouverez l'arrêté complémentaire modifiant votre arrêté d'autorisation.

Je vous prie de croire, Monsieur, à toute ma considération.

Pour la préfète et par délégation,
la cheffe de bureau,

Isabelle FERRANDON

EARL du SOLEIL LEVANT
"La Gaudarderie"
37370 MARRAY

COPIE : D.D.P.P.

15 rue Bernard Palissy
37925 TOURS cedex 9
Tél : 02 47 64 37 37
Mél : prefecture@indre-et-loire.gouv.fr
www.indre-et-loire.gouv.fr

ARRÊTÉ préfectoral complémentaire

**à l'autorisation d'exploitation de l'élevage de volailles de l'EARL du Soleil Levant
situé au lieu-dit La Gaudarderie sur la commune de MARRAY**

SAIPP/BE 21152

La préfète d'Indre-et-Loire

VU le code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU le SDAGE ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 3660 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 20882 du 4 mars 2020 autorisant l'EARL du Soleil Levant à poursuivre l'exploitation de l'élevage de volailles au lieu-dit « La Gaudarderie », sur le territoire de la commune de MARRAY ;

Vu le porter à connaissance, reçu le 6 décembre 2022, déposée par l'EARL du Soleil Levant pour la construction et l'aménagement d'un hangar de stockage pour les céréales et le matériel de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures spécifiées par l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que l'effectif du cheptel de volailles fixé à 43 500 emplacements (rubrique 3660) ne sera pas augmenté ;

CONSIDÉRANT que l'implantation de ce nouveau bâtiment ne modifiera pas le fonctionnement de l'installation et que les changements induits par cet aménagement peuvent être considérés comme des modifications non substantielles ;

Sur proposition de la Secrétaire générale ;

ARRÊTE

Article 1 - Le tableau visant les opérations au titre de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code l'environnement de l'arrêté préfectoral n° 20882 du 4 mars 2020 - Article 1 - susvisé est remplacé par le tableau ci-après :

Rubrique	Désignation	Nature de l'Installation	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique	Forage	Déclaration
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :	4 000 m³/an	Déclaration
2.1.5.0	<p>* Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>* Réseaux eaux pluviales/eaux usées totalement séparés Eaux pluviales captées en toiture puis dirigées vers le milieu naturel (fossé collecteur le long de la route départementale)</p>	<p>Surface de bâtiments : 3816 m²</p> <ul style="list-style-type: none">• bâtiment 1 : 1 200 m²• bâtiment 2 : 770 m²• bâtiment de stockage céréales : 1 846 m²	Non classé

Article 2 - Les autres articles de l'arrêté préfectoral n° 20 882 du 4 mars 2020 restent inchangés.

Article 3 - La présente autorisation cesserait de porter effet si l'exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 4 - L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est donnée sans préjudice de l'application de toutes les autres réglementations générales ou particulières dont les travaux ou aménagements prévus pourraient relever à un autre titre, notamment les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, permis de construire, permission de voirie, règlements d'hygiène.

Article 5 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 7 - Délais et voies de recours (art. L. 514-6 du code de l'environnement)

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 ORLEANS :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison d'inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site www.telerecours.fr.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison d'inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à la préfète d'Indre-et-Loire – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau de l'environnement – 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre de la Transition écologique et solidaire – direction générale de la prévention des risques – Arche de la Défense Paroi Nord 92055. LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R. 181-50 du code de l'environnement.

Article 8 - Mesures de publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 512-46-24 et R. 181-44 du code de l'environnement, et en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 - Modifications

Toute modification apportée par le demandeur de l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au préfet, dans le mois suivant la prise de possession.

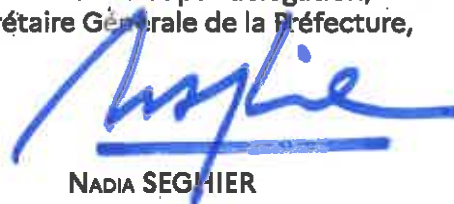
Lors de la cession du terrain sur lequel a été exploitée l'installation soumise à autorisation, le vendeur sera tenu d'en informer par écrit l'acheteur. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients qui résultent de l'exploitation.

Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement entraînera une nouvelle demande d'autorisation.

Article 10 - Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Indre-et-Loire, Monsieur le Maire de MARRAY et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Tours, le 21 DEC. 2022
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture,



NADIA SEGHIER